

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 20

A. TITEL

*Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek
Kaapverdië inzake sociale zekerheid, met bijbehorend Slotprotocol;
's-Gravenhage, 18 november 1981*

B. TEKST

**Convention de Sécurité Sociale entre le Royaume des Pays-Bas et la
République du Cap-Vert**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
et

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert
Animés du désir de régler les rapports dans le domaine de sécurité
sociale entre les deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Dispositions générales

Article 1

Aux fins de l'application de la présente Convention:

a) le terme «territoire» désigne:

en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: le territoire du Royaume
en Europe (désigné ci-après par le terme «Pays-Bas»);

en ce qui concerne la République du Cap-Vert: le territoire de la
République du Cap-Vert;

- b) le terme «ressortissant» désigne:
 - en ce qui concerne les Pays-Bas: une personne de nationalité néerlandaise;
 - en ce qui concerne le Cap-Vert: une personne de nationalité capverdienne;
- c) le terme «travailleur» désigne un travailleur salarié ou assimilé selon la législation de la Partie Contractante en cause;
- d) le terme «législation» désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires et toutes autres mesures d'application, qui concernent les régimes et branches de la sécurité sociale visés au paragraphe premier de l'article 2;
- e) le terme «autorité compétente» désigne le ministre, les ministres ou l'autorité correspondante dont relèvent les régimes de sécurité sociale;
- f) le terme «institution compétente» désigne soit l'institution à laquelle l'assuré est affilié au moment de la demande de prestations, soit l'institution de la part de laquelle il a droit à prestations ou il aurait droit à prestations, s'il résidait sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution, soit l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;
- g) le terme «pays compétent» désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;
- h) le terme «résidence» signifie le séjour habituel;
- i) le terme «séjour» signifie le séjour temporaire;
- j) le terme «institution du lieu de résidence» désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé réside, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;
- k) le terme «institution du lieu de séjour» désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé séjourne temporairement, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;
- l) le terme «membres de famille» désigne les personnes définies ou admises comme membres de famille ou désignées comme membres du ménage par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident. Toutefois, si cette législation ne considère comme membres de famille ou du ménage que des personnes qui vivent sous le toit du travailleur, cette condition est réputée remplie lorsque les personnes en cause sont principalement à la charge dudit travailleur;

m) le terme «survivants» désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées. Toutefois, si cette législation ne considère comme survivants que des personnes qui vivaient sous le toit du travailleur défunt, cette condition est réputée remplie lorsque les personnes en cause étaient principalement à la charge du travailleur défunt;

n) le terme «périodes d'assurance» désigne les périodes de cotisations, d'emploi ou de résidence telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ou sont considérées comme accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'assurance;

o) les termes «prestations», «pensions» ou «rentes» désignent toutes prestations, pensions ou rentes, y compris tous les éléments à charge des fonds publics, les majorations de révalorisation ou allocations supplémentaires, ainsi que les versements uniques en lieu et place d'une pension.

Article 2

1. La présente Convention s'applique:

A. Aux Pays-Bas aux législations concernant:

a) l'assurance-maladie (prestations en espèces et en nature en cas de maladie et de maternité);

b) l'assurance-incapacité de travail;

c) l'assurance vieillesse;

d) l'assurance des veuves et des orphelins;

e) l'assurance-chômage;

f) les prestations familiales;

B. En Cap-Vert aux législations concernant:

a) les accidents du travail et les maladies professionnelles;

b) les prestations de maladie;

c) les prestations d'invalidité, de vieillesse et de décès;

d) les prestations familiales.

2. La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe premier du présent article.

Elle s'appliquera:

a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de l'assurance sociale, pourvu qu'un arrangement intervienne à cet effet entre les Parties Contractantes;

b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires pourvu que le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée, ne s'oppose pas à cet égard dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

3. La présente Convention ne s'applique ni à l'assistance sociale, ni aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou du personnel assimilé.

Article 3

1. Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux travailleurs néerlandais et capverdiens qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des Parties Contractantes, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants.

2. Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux agents diplomatiques et consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions de la présente Convention les ressortissants d'une Partie Contractante auxquels les dispositions de la présente Convention sont applicables, sont soumis aux obligations et sont admis au bénéfice de la législation de l'autre Partie, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie.

2. Toutefois, le principe d'égalité de traitement, énoncé au paragraphe premier, ne s'applique pas aux dispositions de la législation néerlandaise relatives au paiement des cotisations réduites pour les assurances facultatives de vieillesse et de survivants.

Article 5

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les allocations du décès acquises au titre de la législation d'une Partie Contractante sont servies aux bénéficiaires, même s'ils établissent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie.

2. Les prestations en espèces de sécurité sociale de l'une des Parties Contractantes sont servies aux ressortissants de l'autre Partie qui

résident dans un pays tiers, aux mêmes conditions et dans la même mesure qu'à ses propres ressortissants résidant dans ce pays tiers.

TITRE II

Dispositions déterminant la législation applicable

Article 6

Sous réserve des dispositions des articles 7 à 9, les travailleurs occupés sur le territoire d'une Partie Contractante sont exclusivement soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie ou si l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile sur le territoire de l'autre Partie.

Article 7

Le principe posé à l'article 6, comporte les exceptions suivantes:

- a) i) les travailleurs occupés sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise dont ils relèvent normalement, qui sont détachés sur le territoire de l'autre Partie Contractante par cette entreprise afin d'y effectuer un travail déterminé pour son compte, demeurent soumis à la législation de la première Partie à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois;
- ii) si la durée du travail à effectuer se prolonge en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée primitivement prévue et vient à excéder douze mois, la législation de la première Partie demeure applicable pour une nouvelle période de douze mois au plus, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente de la deuxième Partie;
- b) les travailleurs au service d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation ou de la pêche maritime, et ayant son siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, qui sont occupés en qualité de personnel roulant ou navigant, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise a son siège, quelle que soit la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur résidence; toutefois, les travailleurs occupés par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où elle a son siège, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette succursale ou représentation permanente se trouve;
- c) les travailleurs appartenant à un service administratif officiel de l'une des Parties Contractantes, qui sont détachés sur le territoire de l'autre Partie, demeurent soumis à la législation de la première Partie.

Article 8

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, les dispositions de l'article 6 sont applicables aux travailleurs occupés dans les missions diplomatiques ou postes consulaires des Parties Contractantes et à ceux au service personnel d'agents de ces missions ou postes.

2. Toutefois, les travailleurs visés au paragraphe premier qui sont des ressortissants de la Partie Contractante, représentée par la mission diplomatique ou le poste consulaire en question, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou la date à laquelle le travailleur est engagé par la mission diplomatique ou le poste consulaire ou au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste, selon le cas.

Article 9

Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 6 à 8 en faveur des travailleurs intéressées.

TITRE III

Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations

Chapitre 1

Maladie et maternité

Article 10

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 11

1. Le travailleur qui réside sur le territoire de la Partie Contractante autre que le pays compétent et qui satisfait aux conditions requises par la législation du pays compétent pour avoir droit aux prestations,

compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 10, bénéficie dans le pays de sa résidence:

a) des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme s'il y était affilié;

b) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de famille qui résident sur le territoire de la Partie Contractante autre que le pays compétent. Toutefois, lorsque les membres de famille exercent dans le pays de leur résidence une activité professionnelle ou bénéficient des prestations en espèces de sécurité sociale leur ouvrant droit aux prestations en nature, les dispositions du présent article ne leur sont pas applicables.

Article 12

Le travailleur et les membres de sa famille visés à l'article précédent qui séjournent ou transfèrent leur résidence dans le pays compétent bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de ce pays, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant leur séjour ou le transfert de leur résidence.

Article 13

1. Un travailleur qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'une des Parties Contractantes pour avoir droit aux prestations, bénéficie des prestations, lors d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie Contractante, lorsque son état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux.

2. Un travailleur qui, après avoir été admis au bénéfice des prestations à charge de l'institution de l'une des Parties Contractantes, est autorisé par cette institution à transférer sa résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conserve ce bénéfice. L'autorisation ne peut être refusée que s'il est établi que le déplacement est de nature à compromettre son état de santé ou l'application du traitement médical.

3. Lorsqu'un travailleur a droit aux prestations conformément aux dispositions des paragraphes précédents, les prestations en nature sont servies à la charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de séjour ou de résidence selon les dispositions de la législation que cette

dernière institution applique, en particulier en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations en nature; toutefois, la durée du service des prestations est régie par la législation du pays compétent;

4. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné – sauf en cas d'urgence absolue – à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation.

5. Les prestations en espèces sont, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Ces prestations peuvent être servies par l'intermédiaire de l'institution du lieu de séjour ou de résidence pour le compte de l'institution compétente selon les modalités à fixer dans un arrangement administratif.

6. Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie aux membres de famille lors de leur séjour sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou lorsqu'ils transfèrent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante après la réalisation du risque de maladie ou de maternité.

Article 14

1. Lorsque le titulaire de pensions dues en vertu des législations des deux Parties Contractantes a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, ces prestations sont servies à ce titulaire et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution comme s'il était titulaire d'une pension due en vertu de la seule législation de cette dernière Partie.

2. Lorsque le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante réside sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les prestations en nature auxquelles il a droit en vertu de la législation de la première Partie ou aurait droit, s'il résidait sur le territoire de celle-ci, sont servies à lui-même et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

3. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de cette Partie, bénéficie de ces prestations ainsi que les membres de sa famille, lors d'un séjour sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où ils résident, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement les prestations.

Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, mais la charge en

incombe à l'institution compétente ou à celle du lieu de résidence du titulaire, selon le cas; la durée du service des prestations est celle prévue par la législation du pays compétent. Les dispositions de l'article 13, paragraphe 4 sont applicables par analogie.

4. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des retenues de cotisations à la charge du titulaire de pension, pour la couverture des prestations en nature, l'institution débitrice de la pension est autorisée à opérer ces retenues lorsque la charge des prestations en nature incombe à une institution de ladite Partie en vertu du présent article.

Article 15

1. Les prestations en nature servies en vertu des dispositions des articles 11 et 12, des paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 13 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes ou des institutions du lieu de résidence, selon le cas, à celles qui les ont servies.

2. Le remboursement est déterminé et effectué suivant les modalités à fixer par un arrangement administratif, soit sur justification des dépenses effectives, soit sur la base des forfaits.

Chapitre 2

Invalidité, vieillesse et survie

Section I

Dispositions communes

Article 16

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante, qui n'exige aucune durée d'assurance pour l'acquisition et la détermination du droit aux prestations, en subordonne l'octroi à la condition que le travailleur ait été assuré selon cette législation au moment de la réalisation de l'éventualité, cette condition est réputée remplie si le travailleur était soumis à ce moment à la législation de l'autre Partie.

Article 17

1. L'institution de chaque Partie Contractante détermine selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si l'intéressé satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article précédent.

2. Au cas, où l'intéressé satisfait à ces conditions, ladite institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle il pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance prises en compte conformément aux dispositions de l'article précédent pour la détermination du droit, avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'elle applique.

3. Toutefois, s'il s'agit de prestations dont le montant est indépendant de la durée des périodes accomplies, ce montant est considéré comme le montant théorique visé au paragraphe précédent.

4. Ladite institution fixe ensuite le montant effectif de la prestation qu'elle doit à l'intéressé, sur la base du montant théorique calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous les législations des deux Parties Contractantes.

5. Si le montant théorique est déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'institution en cause fixe le montant effectif de la prestation, qu'elle doit à l'intéressé, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée de la période écoulée entre la date à laquelle l'intéressé ou le défunt a atteint l'âge de quinze ans et la date de la réalisation de l'éventualité.

6. Pour l'application des règles de calcul, visées aux paragraphes précédents, les modalités du prise en compte des périodes qui se superposent sont fixées par un arrangement administratif.

Article 18

1. Nonobstant les dispositions de l'article 17, si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie Contractante n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit à prestations n'est acquis en vertu de cette législation, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.

2. Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte

par l'autre Partie Contractante pour l'application des dispositions de l'article 17, à l'exception de celles de son paragraphe 4.

Article 19

Si l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations de l'une et de l'autre des Parties Contractantes, compte tenu des dispositions de l'article 16 de la présente Convention, mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'entre elles, son droit à prestations est établi au regard de la législation dont les conditions sont satisfaites. La prestation sera recalculée, conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente Convention, lorsque les conditions requises par la législation de l'autre Partie, viennent à être remplies, compte tenu des dispositions dudit article 16.

Article 20

Si le montant des prestations auxquelles l'intéressé pourrait prétendre, au titre de la législation d'une Partie Contractante, sans application des dispositions des articles 16 et 17, est supérieur au montant total des prestations dues conformément à ces dispositions, l'institution compétente de cette Partie est tenue de lui servir un complément égal à la différence entre ces deux montants. La charge de ce complément est assumée intégralement par ladite institution.

Article 21

1. Si, en raison de l'augmentation du coût de la vie ou d'une variation du niveau des salaires, les prestations sont modifiées d'un pourcentage ou d'un montant déterminé, ce pourcentage ou montant doit être appliqué directement aux prestations établies conformément aux dispositions des articles 17 et 20 sans qu'il y ait lieu de procéder à un nouveau calcul selon lesdits articles.

2. Par contre, en cas de révision de la prestation soit de l'une ou de l'autre Partie Contractante, pour tenir compte d'une modification des circonstances personnelles de l'intéressé, un nouveau calcul est effectué conformément aux dispositions des articles 17 et 20.

Section 2

Dispositions particulières concernant l'application de la législation néerlandaise

Article 22

1. Pour la détermination du montant théorique visé à l'article 17,

paragraphe 3, l'institution néerlandaise procède au calcul du montant de la prestation qui serait obtenu par l'application de la législation sur l'assurance contre l'incapacité de travail pour travailleurs salariés (WAO) de même que par l'application de la législation sur l'assurance générale contre l'incapacité de travail (AAW). Le montant le plus élevé est seul retenu.

2. Pour l'application de l'article 17, paragraphe 5, sont prises en considération les périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance contre l'incapacité de travail pour travailleurs salariés (WAO).

3. Les périodes de travail salarié et les périodes assimilées, accomplies sur le territoire des Pays-Bas avant le premier juillet 1967, sont considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance contre l'incapacité de travail pour travailleurs salariés.

Un travail à bord d'un navire au service d'une entreprise ayant son siège aux Pays-Bas est assimilé à un travail sur le territoire des Pays-Bas.

Article 23

Nonobstant les dispositions de l'article 17, les institutions néerlandaises procèdent au calcul direct des pensions de vieillesse en fonction des seules périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise.

Article 24

1. Pour le calcul de la pension de vieillesse en vertu de la législation néerlandaise due à un homme marié, sont également prises en considération les périodes antérieures à la date où sa femme atteint l'âge de 65 ans accomplis et pendant lesquelles elle a résidé comme telle sur le territoire de Cap-Vert pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par celui-ci sous ladite législation.

2. Pour le calcul de la pension de vieillesse en vertu de la législation néerlandaise due à la veuve d'une personne qui a accompli des périodes d'assurance sous cette législation, sont également prise en considération les périodes antérieures à la date où elle a atteint l'âge de 65 ans accomplis et pendant lesquelles elle a résidé, comme femme de cette personne, sur le territoire de Cap-Vert, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance visées ci-dessus.

3. Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu des paragraphes précédents, lorsqu'elles coïncident avec des périodes d'assurance accomplies par la femme ou la veuve sous la législation d'un autre Etat que les Pays-Bas relative aux

pensions de vieillesse, ou avec des périodes pendant lesquelles elle a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

Article 25

1. Pour avoir droit aux prestations en vertu de la législation néerlandaise concernant l'assurance des veuves et des orphelins, la condition visée à l'article 16, paragraphe 2 est également réputée remplie si le travailleur au jour de son décès était bénéficiaire d'une prestation de maladie, d'invalidité ou de vieillesse en vertu de la législation capverdienne.

2. Pour l'application de l'article 17, paragraphe 5, sont considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise concernant l'assurance des veuves et des orphelins les périodes antérieures au 1er octobre 1959 durant lesquelles le défunt a résidé aux Pays-Bas après l'âge de quinze ans accomplies ou pendant lesquelles il a exercé une activité salariée pour un employeur établi dans ce pays. Un travail à bord d'un navire au service d'une entreprise ayant son siège aux Pays-Bas est assimilé à un travail sur le territoire des Pays-Bas.

3. En cas de décès d'une personne âgée de plus de soixante-cinq ans qui a été soumise aux législations des deux Parties Contractantes, les dispositions suivantes sont applicables pour l'acquisition et la détermination du droit aux prestations de survivants conformément aux dispositions de la section 1 du présent chapitre:

a) il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes d'assurance postérieures à la date où l'assuré avait atteint l'âge de 65 ans pour l'application des dispositions de l'article 16, paragraphe premier, 17, paragraphes 4 et 5, et 18;

b) est considérée pour l'application de l'article 17, paragraphe 5 comme date de la réalisation de l'éventualité: la date à laquelle le défunt avait atteint l'âge de 65 ans.

Chapitre 3

Chômage

Article 26

En vue de l'acquisition du droit aux prestations, prévues par la législation visée à l'article 2, paragraphe premier, alinéa A, littera e) les périodes d'emploi accomplies sous la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées.

Article 27

Le travailleur capverdien, qui s'est rendu sur le territoire des Pays-Bas a droit pendant son séjour sur ledit territoire, aux prestations de chômage prévues par la législation néerlandaise aux conditions suivantes:

- a) satisfaire aux conditions requises par cette législation, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent;
- b) avoir été admis au travail sur ce territoire conformément aux dispositions de la législation concernant le placement des travailleurs étrangers.

Chapitre 4*Prestations familiales***Article 28**

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition du droit aux prestations familiales à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation, tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation de la première Partie.

Article 29

1. Un travailleur assuré selon la législation capverdienne et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire des Pays-Bas, a droit pour lesdits enfants, compte tenu, le cas échéant, de la totalisation des périodes visée à l'article précédent, aux prestations familiales selon les dispositions de la législation capverdienne.

2. Un travailleur assuré selon la législation néerlandaise et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire du Cap-Vert, a droit pour lesdits enfants aux prestations familiales selon les dispositions de la législation néerlandaise.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des prestations familiales pour les bénéficiaires d'une pension ou d'une prestation, ont droit également à de telles prestations les bénéficiaires d'une pension ou d'une prestation qui ont leur résidence sur le territoire de l'autre Partie.

4. Si les prestations familiales ne sont pas affectées à l'entretien des enfants par la personne qui a droit à ces prestations, l'institution

compétente sert lesdits prestations avec effet libératoire à la personne physique ou morale qui a la charge effective des enfants, à la demande et par l'intermédiaire de l'institution du lieu de résidence de ces enfants.

Article 30

Le droit aux prestations familiales dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enfant ne réside pas est suspendu lorsque, au cours d'une même période et pour le même enfant, des prestations sont également dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enfant réside.

TITRE IV

Dispositions diverses

Article 31

1. Les autorités compétentes

- a) prennent tous arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente Convention;
- b) se communiquent toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
- c) se communiquent toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention.

2. Les autorités compétentes régleront, d'un commun accord, le cas échéant, la situation des catégories particulières de travailleurs.

Article 32

Pour l'application de la présente Convention, les autorités et les institutions chargées de l'exécution de la présente Convention se prêtent leurs bons offices et agiront comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certaines frais.

Article 33

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de

droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Partie Contractante ou de la présente Convention.

2. Tous actes, documents et pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins d'application de la présente Convention sont dispensés de légalisation ou de toute autre formalité similaire.

Article 34

1. Pour l'application de la présente Convention, les institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles dans la langue française.

2. Les autorités, institutions ou juridictions d'une Partie Contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés, du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Partie Contractante.

Article 35

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, une institution ou juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, une institution ou juridiction de l'autre Partie Contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet, sans délai, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie.

Article 36

Les transferts de sommes qui résultent de l'application de la présente Convention sont effectués conformément aux accords en vigueur en cette matière entre les deux Parties Contractantes au moment du transfert.

Article 37

1. Si, lors de la liquidation ou de la révision de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survie (pensions), en application du chapitre 2 du Titre III, l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie

Contractante, débitrice de prestations correspondantes en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels d'arrérages qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière. Si la récupération ne peut être effectuée sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe suivant sont applicables.

2. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes que celle-ci verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues pour une telle compensation par la législation qu'elle applique, comme s'il s'agissait de sommes servies en trop par elle-même, et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

3. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé une avance sur prestations pour une période au cours de laquelle le bénéficiaire avait droit à recevoir des prestations correspondantes au titre de la législation de l'autre Partie Contractante, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie de retenir le montant de ladite avance sur les sommes qu'elle doit audit bénéficiaire pour la même période. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

4. Lorsqu'une personne a bénéficié de l'assistance sociale sur le territoire d'une Partie Contractante, pendant une période au cours de laquelle elle avait droit à recevoir des prestations au titre de la législation de l'autre Partie Contractante, l'organisme qui a fourni l'assistance sociale peut, s'il dispose légalement d'un recours sur les prestations dues aux bénéficiaires de l'assistance sociale, demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de cette personne, de retenir le montant des frais d'assistance sociale octroyé au cours de ladite période sur les sommes qu'elle verse à ladite personne. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant ainsi retenu à l'organisme créancier.

Article 38

1. Tout différend venant à s'élever entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. Si le différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir de la première demande tendant à l'ouverture des négociations prescrites par le paragraphe 1 du présent article, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les Parties Contractantes. La commission arbitrale devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

Article 39

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Toute période d'assurance accomplie sous la législation d'une Partie Contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe premier du présent article, un droit est ouvert, en vertu de la présente Convention, même s'il se rapporte à un événement antérieur à l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence à l'étranger, sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

5. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une pension, ~~soient~~ révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. Ces droits peuvent également être révisés d'office. En aucun cas, une telle révision ne devra avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.

6. Si la demande visée aux paragraphes 4 ou 5 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de la Partie Contractante relatives à la déchéance ou à la prescription des droits soient opposables aux intéressés.

7. Si la demande visée aux paragraphes 4 ou 5 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits, ne sont acquis que compte tenu de la date de la demande, sous réserve des dispositions plus favorables de la législation de la Partie Contractante en cause.

Article 40

Les gouvernements des Parties Contractantes notifieront l'un à l'autre l'accomplissement dans leurs pays respectifs des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Elle entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

Article 41

A partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention les dispositions de l'échange de lettres du 2 octobre 1975 et 11 décembre 1975 (maintien de l'application de la Convention Luso-néerlandaise sur la sécurité sociale dans les relations entre les deux Parties Contractantes) cesseront d'être applicables.

Article 42

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des Parties Contractantes. La dénonciation devra être notifiée au plus tard six mois avant la fin de l'année civile en cours. Dans ce cas la Convention cessera d'être en vigueur à la fin de cette année.

Article 43

1. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en vertu de ses dispositions est maintenu.

2. Les droits en cours d'acquisition, relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet, ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien ultérieur est déterminé d'un commun accord ou, à défaut d'un tel accord, par la législation qu'applique l'institution en cause.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 18 novembre 1981 en deux textes originaux en langue française

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,
(s.) M. VAN DER STOEL

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert,
(s.) SILVINO MANUEL DA LUZ

Protocole final

Lors de la signature à ce jour de la Convention de Sécurité Sociale entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Cap Vert (appelée ci-après la Convention) les soussignés ont constaté l'accord des Parties Contractantes sur les points suivants.

1. Pour l'application des dispositions du chapitre 1 du Titre III de la Convention sont considérées comme «travailleur» et «titulaire de pension», en ce qui concerne la législation néerlandaise des prestations en nature, toutes les personnes qui sont assurées en vertu de la loi régulant l'assurance Caisse de maladie (*Ziekenfondswet*).

2. Les dispositions de l'article 13 et du paragraphe 3 de l'article 14 sont également applicables aux travailleurs et titulaires de pension, due au titre de la législation d'une des Parties Contractantes, et qui sont des ressortissants d'un pays tiers.

3. Le titulaire d'une pension en vertu de la législation néerlandaise résidant sur le territoire du Cap Vert qui n'a pas droit aux prestations en nature en vertu de la législation capverdienne ou en vertu de l'assurance néerlandaise obligatoire caisses de maladie, doit être admis à l'assurance néerlandaise volontaire caisses de maladie. Pour une telle assurance il est dû une cotisation.

Le montant de cette cotisation ainsi, qu'au besoin, les conditions spéciales de cette assurance sont fixés par le Ministre de la Santé Publique et de la Protection de l'Environnement néerlandais. Celui qui est ainsi admis à une assurance volontaire, est censé, en ce qui concerne l'application de l'article 14, paragraphe 2, avoir droit aux prestations en nature en vertu de la législation néerlandaise.

Le présent Protocole final, qui constitue une partie intégrante de la Convention, aura effet dans les mêmes conditions et pour la même durée que la Convention elle-même.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à La Haye, le 18 novembre 1981 en deux textes originaux en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,
 (s.) M. VAN DER STOEL

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert,
 (s.) SILVINO MANUEL DA LUZ

C. VERTALING

Verdrag inzake sociale zekerheid tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
en
de Regering van de Republiek Kaapverdië
Geleid door de wens de betrekkingen op het gebied van de sociale
zekerheid tussen de beide Staten te regelen,
Zijn overeengekomen als volgt:

TITEL I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder:

- a) „grondgebied”:
wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft: het grondgebied van het Koninkrijk in Europa (hierna te noemen „Nederland”);
wat de Republiek Kaapverdië betreft: het grondgebied van de Republiek Kaapverdië;
- b) „onderdaan”:
wat Nederland betreft: een persoon van Nederlandse nationaliteit;
wat Kaapverdië betreft: een persoon van Kaapverdische nationaliteit;
- c) „werknemer”: een loontrekkende of een volgens de wetgeving van de betrokken Verdragsluitende Partij met hem gelijkgestelde persoon;
- d) „wetgeving”: de wetten, regelingen en statutaire bepalingen en alle andere uitvoeringsmaatregelen die betrekking hebben op de in artikel 2, eerste lid bedoelde takken en stelsels van sociale zekerheid;

e) „bevoegde autoriteit”: de minister, of ministers dan wel met hen overeenkomstige autoriteit onder wie de regelingen inzake sociale zekerheid ressorteren;

f) „bevoegd orgaan”: hetzij het orgaan waarbij de verzekerde is aangesloten op het tijdstip waarop hij om prestaties verzoekt, hetzij het orgaan dat hem prestaties verschuldigd is of zou zijn, indien hij woonde op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij waarop dit orgaan zich bevindt, hetzij het door de bevoegde autoriteit van de betrokken Verdragsluitende Partij aangewezen orgaan;

g) „bevoegd land”: de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan het bevoegde orgaan zich bevindt;

h) „woonplaats”: de normale verblijfplaats;

i) „verblijfplaats”: de tijdelijke verblijfplaats;

j) „orgaan van de woonplaats”: het orgaan dat ter plaatse waar de belanghebbende woont, bevoegd is de desbetreffende prestaties te verlenen volgens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij welke door dit orgaan wordt toegepast, of, indien een zodanig orgaan niet bestaat, het door de bevoegde autoriteit van de betrokken Verdragsluitende Partij aangewezen orgaan;

k) „orgaan van de verblijfplaats”: het orgaan dat ter plaatse waar de belanghebbende verblijft, bevoegd is de desbetreffende prestaties te verlenen volgens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij welke door dit orgaan wordt toegepast, of, indien een zodanig orgaan niet bestaat, het door de bevoegde autoriteit van de betrokken Verdragsluitende Partij aangewezen orgaan;

l) „gezinsleden”: de personen die in de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan zij wonen, als gezinslid worden aangemerkt of erkend of als huisgenoot worden aangeduid. Indien deze wetgeving echter slechts als gezinslid of huisgenoot beschouwt degene die bij de werkgever inwoont, wordt aan deze voorwaarde geacht te zijn voldaan wanneer de betrokken personen in hoofdzaak op kosten van bedoelde werknemer worden onderhouden;

m) „nagelaten betrekkingen”: de personen die als zodanig worden aangemerkt of erkend in de wetgeving krachtens welke de prestaties worden toegekend. Indien deze wetgeving echter slechts die personen die bij de overleden werknemer in huis woonden, als nagelaten betrekkingen beschouwt, wordt aan deze voorwaarde geacht te zijn voldaan wanneer de betrokken personen in hoofdzaak op kosten van de overleden werknemer kwamen;

n) „tijdvakken van verzekering”: de tijdvakken van premiebetaling, van dienstbetrekking of van wonen die als tijdvakken van verzekering worden omschreven of aangemerkt ingevolge de wetgeving waaronder

zij zijn vervuld of worden geacht te zijn vervuld, alsmede alle met deze tijdvakken gelijkgestelde tijdvakken, voor zover zij als zodanig door deze wetgeving zijn erkend;

o) „prestaties”, „uitkeringen”, „verstrekkingen”, „pensioenen” of „renten”: alle prestaties, uitkeringen, verstrekkingen, pensioenen of renten, met inbegrip van alle bedragen ten laste van de openbare middelen, verhogingen in verband met aanpassing aan het loon- of prijsniveau of aanvullende uitkeringen, alsmede uitkeringen ineens in plaats van een pensioen.

Artikel 2

1. Dit Verdrag is van toepassing:

A. In Nederland op de wetgeving betreffende:

- a) de ziekteverzekering (uitkeringen en verstrekkingen bij ziekte en moederschap);
- b) de arbeidsongeschiktheidsverzekering;
- c) de ouderdomsverzekering;
- d) de weduwen- en wezenverzekering;
- e) de werkloosheidsverzekering;
- f) de kinderbijslagen.

B. In Kaapverdië op de wetgeving betreffende:

- a) de arbeidsongevallen en beroepsziekten;
- b) de prestaties bij ziekte;
- c) de prestaties bij invaliditeit, ouderdom en overlijden;
- d) de gezinsbijslagen.

2. Dit Verdrag is eveneens van toepassing op alle wetten of regelingen waarbij de wetgevingen genoemd in het eerste lid van dit artikel, worden of zullen worden gewijzigd of aangevuld.

Het is van toepassing:

- a) op wetten of regelingen die betrekking hebben op een nieuwe tak van sociale verzekering, mits daartoe een nadere overeenkomst tussen de Verdragsluitende Partijen wordt gesloten;
- b) op wetten of regelingen die de werking van de bestaande regelingen uitbreiden tot nieuwe groepen van rechthebbenden, mits de Regering van de betrokken Verdragsluitende Partij daar tegen niet binnen drie maanden na de officiële bekendmaking van bedoelde teksten bezwaar maakt.

3. Dit Verdrag is niet van toepassing op de sociale bijstand en evenmin op de bijzondere regelingen voor personen in overheidsdienst of met hen gelijkgestelden.

Artikel 3

1. Dit Verdrag is van toepassing op de Nederlandse en Kaapverdische werknemers op wie de wetgeving van een der Verdragsluitende Partijen van toepassing is of geweest is, alsmede op hun gezinsleden en hun nagelaten betrekkingen.

2. Dit Verdrag is niet van toepassing op diplomatieke en consulaire beroepsambtenaren, met inbegrip van kanselarij-beambten.

Artikel 4

1. Behoudens de bepalingen van dit Verdrag hebben de onderdanen van een Verdragsluitende Partij waarop dit Verdrag van toepassing is, de rechten en verplichtingen voortvloeiende uit de wetgeving van de andere Partij onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van deze Partij.

2. Het in het eerste lid neergelegde beginsel van gelijkheid van behandeling is evenwel niet van toepassing op de bepalingen van de Nederlandse wetgeving betreffende de betaling van verlaagde premie voor de vrijwillige verzekeringen inzake ouderdom en nagelaten betrekkingen.

Artikel 5

1. Tenzij in dit Verdrag anders wordt bepaald, worden de uitkeringen bij invaliditeit of ouderdom of de uitkeringen aan nagelaten betrekkingen, de renten bij arbeidsongevallen of beroepsziekten en de uitkeringen bij overlijden, verkregen op grond van de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, aan de rechthebbenden uitbetaald, zelfs indien zij hun woonplaats op het grondgebied van de andere Partij vestigen.

2. De sociale verzekeringen van een der Verdragsluitende Partijen worden aan de onderdanen van de andere Partij, die in een derde land wonen, onder dezelfde voorwaarden en in dezelfde mate verleend als aan de eigen onderdanen die in dat derde land wonen.

TITEL II

Bepalingen ter vaststelling van de toe te passen wetgeving

Artikel 6

Onverminderd het bepaalde in de artikelen 7 tot en met 9 is op werk-

nemers die werkzaam zijn op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij, uitsluitend de wetgeving van deze Partij van toepassing, zelfs indien zij op het grondgebied van de andere Partij wonen of indien de zetel van de onderneming of het domicilie van de werkgever waarbij zij werkzaam zijn, zich op het grondgebied van de andere Partij bevindt.

Artikel 7

Op het beginsel, neergelegd in artikel 6, gelden de volgende uitzonderingen:

a) i) op de werknemers die op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij tewerkgesteld zijn door een onderneming waaraan zij normaal verbonden zijn en door deze onderneming gedetacheerd worden op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij ten einde aldaar voor haar rekening arbeid te verrichten, blijft de wetgeving van eerstbedoelde Partij van toepassing, mits de te verwachten duur van deze arbeid niet meer dan twaalf maanden bedraagt;

ii) indien de te verrichten arbeid door onvoorzien omstandigheden de oorspronkelijk voorziene tijdsduur overschrijdt en meer dan twaalf maanden duurt, blijft de wetgeving van eerstbedoelde Partij gedurende een nieuw tijdvak van ten hoogste twaalf maanden van toepassing, mits de bevoegde autoriteit van de andere Partij daaraan goedkeuring heeft gehecht;

b) op de werknemers die in dienst zijn van een onderneming, welke voor rekening van anderen of voor eigen rekening personen of goederen vervoert per spoor, over de weg, door de lucht of te water, of de zeevisserij uitoefent en welke haar zetel heeft op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, en die als lid van het ambulante personeel werkzaam zijn, is de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan de onderneming haar zetel heeft, van toepassing, ongeacht welke de Verdragsluitende Partij is op het grondgebied waarvan zich hun woonplaats bevindt; op de werknemers die tewerkgesteld zijn door een filiaal of een vaste vertegenwoordiging, welke bedoelde onderneming heeft op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan die op het grondgebied waarvan zij haar zetel heeft, is echter de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan dit filiaal of deze vaste vertegenwoordiging zich bevindt, van toepassing;

c) op de werknemers behorend tot een officiële administratieve dienst van een der Verdragsluitende Partijen, die op het grondgebied van de andere Partij worden gedetacheerd, blijft de wetgeving van eerstbedoelde Partij van toepassing.

Artikel 8

1. Onvermindert het bepaalde in artikel 3, tweede lid is artikel 6 van toepassing op werknemers die bij diplomatieke zendingen of consulaire posten der Verdragsluitende Partijen werkzaam zijn en op diegenen die in persoonlijke dienst van ambtenaren van deze zendingen of posten zijn.

2. De in het eerste lid bedoelde werknemers die onderdaan zijn van de Verdragsluitende Partij welke door de desbetreffende diplomatieke zending of consulaire post wordt vertegenwoordigd, mogen evenwel kiezen voor toepassing van de wetgeving van deze Partij. Dit keuzerecht mag slechts eenmaal worden uitgeoefend en wel binnen drie maanden na inwerkingtreding van dit Verdrag of na het tijdstip waarop de werknemer door de diplomatieke zending of consulaire post, onderscheidenlijk in persoonlijke dienst van ambtenaren van deze zending of post in dienst wordt genomen.

Artikel 9

De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen in onderlinge overeenstemming ten behoeve van de belanghebbende werknemers uitzonderingen op de artikelen 6 tot en met 8 vaststellen.

TITEL III

Bijzondere bepalingen inzake de verschillende soorten prestaties

Hoofdstuk 1

Ziekte en moederschap

Artikel 10

Wanneer een werknemer achtereenvolgens of afwisselend aan de wetgevingen van beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden, met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op prestaties, de tijdvakken van verzekering welke krachtens de wetgevingen van elk der Verdragsluitende Partijen zijn vervuld, samengeeld, voor zover deze tijdvakken niet samenvallen.

Artikel 11

1. De werknemer die op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij dan het bevoegde land woont en aan de in de wetgeving van het bevoegde land gestelde voorwaarden voor het recht op prestaties voldoet, heeft, eventueel met inachtneming van artikel 10, in het land waar hij woont, recht op:

a) verstrekkingen, welke voor rekening van het bevoegde orgaan door het orgaan van de woonplaats worden verleend, volgens de door laatstbedoeld orgaan toegepaste wetgeving, alsof hij bij dit orgaan was aangesloten;

b) uitkeringen, welke door het bevoegde orgaan worden verleend volgens de door dit orgaan toegepaste wetgeving.

2. Het voorgaande lid is van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden die op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan het bevoegde land wonen. Wanneer de gezinsleden echter in het land van hun woonplaats beroepsarbeid verrichten of sociale verzekeringsuitkeringen genieten op grond waarvan zij aanspraak op verstrekkingen kunnen maken, zijn de bepalingen van dit artikel niet op hen van toepassing.

Artikel 12

De in het voorgaande artikel bedoelde werknemer en zijn gezinsleden, die in het bevoegde land verblijven of hun woonplaats naar het bevoegde land overbrengen, hebben recht op prestaties ingevolge de wetgeving van dat land, zelfs indien zij voor hetzelfde geval van ziekte of moederschap reeds vóór hun verblijf, respectievelijk vóór de overbrenging van hun woonplaats prestaties hebben genoten.

Artikel 13

1. Een werknemer die aan de door de wetgeving van een der Verdragsluitende Partijen gestelde voorwaarden voor het recht op prestaties voldoet, heeft recht op prestaties gedurende een verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, wanneer zijn gezondheidstoestand onmiddellijk geneeskundige hulp noodzakelijk maakt.

2. Een werknemer die, nadat hij recht heeft verkregen op prestaties voor rekening van het orgaan van een der Verdragsluitende Partijen, van dit orgaan toestemming heeft verkregen om zijn woonplaats over te brengen naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, behoudt dat recht. De toestemming kan slechts worden geweigerd indien wordt vastgesteld dat verplaatsing van de betrokkenen nadelig is voor zijn gezondheidstoestand of voor het ondergaan van een geneeskundige behandeling.

3. Wanneer een werknemer, overeenkomstig het bepaalde in de voorgaande leden, recht heeft op prestaties, worden de verstrekkingen voor rekening van het bevoegde orgaan verleend door het orgaan van de woon- of verblijfplaats volgens de door laatstbedoeld orgaan toegepaste wetgeving, in het bijzonder wat betreft de omvang en de wijze van verlening van de verstrekkingen; de periode gedurende welke deze

verstrekkingen worden verleend, wordt echter bepaald door de wetgeving van het bevoegde land.

4. In de in het eerste en tweede lid van dit artikel bedoelde gevallen worden prothesen, kunstmiddelen van grotere omvang en andere belangrijke verstrekkingen, behalve in onmiskenbare spoedgevallen, slechts verschafft als het bevoegde orgaan daartoe machtiging verleent.

5. In de in het eerste en tweede lid van dit artikel bedoelde gevallen worden de uitkeringen verleend door het bevoegde orgaan volgens de door dit orgaan toegepaste wetgeving. Deze uitkeringen kunnen door bemiddeling van het orgaan van de woon- of verblijfplaats voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend volgens de in een administratief akkoord vast te stellen regelen.

6. Het bepaalde in de voorgaande leden is van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden, wanneer zij verblijven op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij of wanneer zij hun woonplaats overbrengen naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij nadat zij ziek of zwanger zijn geworden.

Artikel 14

1. Wanneer de pensioengerechtigde, aan wie pensioenen zijn verschuldigd krachtens de wetgevingen van beide Verdragsluitende Partijen, recht heeft op verstrekkingen ingevolge de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij woont, worden aan deze pensioengerechtigde en zijn gezinsleden door het orgaan van de woonplaats en voor rekening van dit orgaan verstrekkingen verleend alsof hij uitsluitend in het genot was van een pensioen, verschuldigd krachtens de wetgeving van deze laatste Partij.

2. Wanneer de pensioengerechtigde, aan wie een pensioen is verschuldigd krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij woont, worden de verstrekkingen waarop hij krachtens de wetgeving van eerstbedoelde Partij recht heeft of zou hebben indien hij op het grondgebied van deze Partij woonde, aan hemzelf en aan zijn gezinsleden verleend door het orgaan van de woonplaats volgens de door dit orgaan toegepaste wetgeving.

3. De pensioengerechtigde, aan wie een pensioen is verschuldigd krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij en die recht heeft op verstrekkingen krachtens de wetgeving van deze Partij, heeft, evenals zijn gezinsleden, recht op deze verstrekkingen gedurende een verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan dat waarop zij wonen, wanneer hun gezondheidstoestand het nodig maakt dat de verstrekkingen onmiddellijk worden verleend. Deze verstrekkingen worden verleend door het orgaan van de verblijfplaats,

volgens de door dit orgaan toegepaste wetgeving, doch komen naar gelang van het geval voor rekening van het bevoegde orgaan of van het orgaan van de woonplaats van de pensioengerechtigde; de periode gedurende welke deze verstrekkingen worden verleend, is gelijk aan die voorzien in de wetgeving van het bevoegde land. Artikel 13, vierde lid, is van overeenkomstige toepassing.

4. Indien de wetgeving van een Verdragsluitende Partij bepaalt dat voor rekening van een pensioengerechtigde premies worden ingehouden ter dekking van de kosten van verstrekkingen, is het orgaan dat het pensioen is verschuldigd, gemachtigd tot die inhoudingen over te gaan wanneer de verstrekkingen krachtens dit artikel voor rekening van een orgaan van bedoelde Partij komen.

Artikel 15

1. De krachtens de artikelen 11 en 12, artikel 13, eerste, tweede en zesde lid en artikel 14, tweede en derde lid verleende verstrekkingen worden naar gelang van het geval door de bevoegde organen of door de organen van de woonplaats vergoed aan de organen die deze hebben verleend.

2. De vergoeding wordt vastgesteld en vindt plaats volgens de in een administratief akkoord vast te stellen regelen, hetzij door het aantonen van de werkelijke kosten, hetzij op grond van vaste bedragen.

Hoofdstuk 2

Invaliditeit, ouderdom en nagelaten betrekkingen

Afdeling 1

Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 16

1. Indien de wetgeving van een Verdragsluitende Partij het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen afhankelijk stelt van de vervulling van tijdvakken van verzekering, houdt het orgaan dat deze wetgeving toepast, daartoe, met het oog op de samentelling van tijdvakken, rekening met de krachtens de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij vervulde tijdvakken van verzekering, alsof het tijdvakken van verzekering betrof, welke krachtens de wetgeving van eerstbedoelde Partij waren vervuld.

2. Indien in de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, welke voor het verkrijgen en het vaststellen van het recht op uitkeringen generlei

eisen stelt omtrent de duur van de verzekering, de toekenning van uitkeringen afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde dat de werknemer op het tijdstip waarop de verzekerde gebeurtenis zich heeft voorgedaan, ingevolge deze wetgeving verzekerd was, wordt aan deze voorwaarde geacht te zijn voldaan indien de werknemer op dat tijdstip aan de wetgeving van de andere Partij was onderworpen.

Artikel 17

1. Het orgaan van elke Verdragsluitende Partij stelt overeenkomstig de door dit orgaan toegepaste wetgeving vast of de belanghebbende aan de gestelde voorwaarden voor het recht op uitkeringen voldoet, evenwel met inachtneming van het bepaalde in het voorgaande artikel.

2. Ingeval de belanghebbende aan deze voorwaarden voldoet, bereikt bedoeld orgaan het theoretisch bedrag van de uitkering waarop hij aanspraak zou kunnen maken, indien alle tijdvakken van verzekering waarmee overeenkomstig het voorgaande artikel voor de vaststelling van het recht op uitkeringen rekening is gehouden, uitsluitend krachtens de door dit orgaan toegepaste wetgeving zouden zijn vervuld.

3. Indien het evenwel uitkeringen betreft waarvan het bedrag onafhankelijk is van de duur van de vervulde tijdvakken, dan wordt dit bedrag als het in het voorgaande lid bedoelde theoretische bedrag beschouwd.

4. Op basis van het overeenkomstig het tweede lid van dit artikel berekende theoretische bedrag stelt bedoeld orgaan vervolgens het werkelijke bedrag van de uitkering die het aan de belanghebbende verschuldigd is, vast naar verhouding van de duur van de tijdvakken van verzekering die vóór het intreden van de verzekerde gebeurtenis krachtens de door dit orgaan toegepaste wetgeving zijn vervuld, tot de totale duur van de tijdvakken van verzekering die vóór het intreden van de verzekerde gebeurtenis krachtens de wetgevingen van beide Verdragsluitende Partijen zijn vervuld.

5. Indien het theoretische bedrag wordt vastgesteld overeenkomstig het derde lid van dit artikel, stelt het betrokken orgaan het werkelijke bedrag van de uitkering die aan de belanghebbende is verschuldigd, vast naar verhouding van de duur van de tijdvakken van verzekering die vóór het intreden van de verzekerde gebeurtenis krachtens de door dit orgaan toegepaste wetgeving zijn vervuld, tot de duur van het tijdvak dat is verstreken tussen de datum waarop de belanghebbende of de overledene de leeftijd van 15 jaar heeft bereikt en de datum waarop de verzekerde gebeurtenis is ingetreden.

6. Voor de toepassing van de regels inzake de berekening als bedoeld in de voorgaande leden, wordt in een administratief akkoord vastgesteld op welke wijze rekening wordt gehouden met samenvallende tijdvakken.

Artikel 18

1. Indien de totale duur van de krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij vervulde tijdvakken van verzekering minder dan een jaar bedraagt en indien, uitsluitend rekening houdend met deze tijdvakken, krachtens die wetgeving geen enkel recht op uitkeringen bestaat, is het orgaan van die Partij, ongeacht het bepaalde in artikel 17, niet verplicht op grond van bedoelde tijdvakken uitkeringen te verlenen.

2. Voor de toepassing van artikel 17, met uitzondering van het bepaalde in het vierde lid, houdt de andere Verdragsluitende Partij rekening met de in het voorgaande lid bedoelde tijdvakken.

Artikel 19

Indien de belanghebbende, met inachtneming van artikel 16 van dit Verdrag, op een bepaald tijdstip niet voldoet aan de voorwaarden die door de wetgevingen van beide Verdragsluitende Partijen worden gesteld, doch alleen voldoet aan de voorwaarden van een van deze wetgevingen, wordt zijn recht op uitkeringen vastgesteld ten aanzien van de wetgeving aan de voorwaarden waarvan is voldaan. De uitkering wordt opnieuw berekend overeenkomstig artikel 17 van dit Verdrag, wanneer ook aan de voorwaarden die door de wetgeving van de andere Partij worden gesteld, met inachtneming van artikel 16, wordt voldaan.

Artikel 20

Indien het bedrag van de uitkeringen waarop de belanghebbende zonder toepassing van de artikelen 16 en 17, krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij aanspraak zou kunnen maken, hoger is dan het totale bedrag van de overeenkomstig deze artikelen verschuldigde uitkeringen, is het bevoegde orgaan van deze Partij verplicht hem een aanvulling te verlenen die gelijk is aan het verschil tussen deze beide bedragen. Deze aanvulling komt geheel voor rekening van dit orgaan.

Artikel 21

1. Indien, door stijging van de kosten van levensonderhoud of een schommeling van het loonpeil, de uitkeringen met een bepaald percentage of bedrag worden gewijzigd, moet dit percentage of bedrag rechtstreeks in de overeenkomstig de artikelen 17 en 20 vastgestelde uitkeringen worden verwerkt, zonder dat er een herberekening volgens de genoemde artikelen behoeft plaats te vinden.

2. Daarentegen vindt bij herziening van de uitkering, hetzij van de ene, hetzij van de andere Verdragsluitende Partij, ten einde rekening te houden met een wijziging van de persoonlijke omstandigheden van de belanghebbende, een herberekening plaats overeenkomstig de artikelen 17 en 20.

Afdeling 2

Bijzondere bepalingen betreffende de toepassing van de Nederlandse wetgeving

Artikel 22

1. Voor de vaststelling van het in artikel 17, derde lid bedoelde theoretische bedrag, berekent het Nederlandse orgaan het bedrag van de uitkering dat zou zijn verkregen met toepassing van de wetgeving inzake de arbeidsongeschiktheidsverzekering voor werknemers (WAO) en het bedrag dat zou zijn verkregen met toepassing van de wetgeving inzake de algemene arbeidsongeschiktheidsverzekering (AAW). Slechts het hoogste bedrag wordt aangehouden.

2. Voor de toepassing van artikel 17, vijfde lid, worden de tijdvakken van verzekering in aanmerking genomen, die krachtens de Nederlandse wetgeving inzake de arbeidsongeschiktheidsverzekering voor werknemers (WAO) zijn vervuld.

3. De voor 1 juli 1967 in Nederland vervulde tijdvakken van arbeid in loondienst en de daarmede gelijkgestelde tijdvakken worden aangemerkt als tijdvakken van verzekering, vervuld krachtens de Nederlandse wetgeving inzake de arbeidsongeschiktheidsverzekering voor werknemers. Arbeid aan boord van een zeeschip in dienst van een onderneming die haar zetel in Nederland heeft, wordt gelijkgesteld met arbeid in Nederland.

Artikel 23

Ongeacht het bepaalde in artikel 17 berekenen de Nederlandse organen de ouderdomspensioenen rechtstreeks en uitsluitend op basis van de krachtens de Nederlandse wetgeving vervulde tijdvakken van verzekering.

Artikel 24

1. Bij de berekening van het krachtens de Nederlandse wetgeving aan een gehuwde man verschuldigde ouderdomspensioen, worden mede in aanmerking genomen de tijdvakken, gelegen vóór de datum waarop zijn echtgenote de 65-jarige leeftijd heeft bereikt en gedurende welke zij als zijn echtgenote op Kaapverdisch grondgebied heeft gewoond, voor zover deze tijdvakken samenvallen met de door hem krachtens deze wetgeving vervulde tijdvakken van verzekering.

2. Bij de berekening van het krachtens de Nederlandse wetgeving verschuldigde ouderdomspensioen van de weduwe van een persoon die ingevolge deze wetgeving tijdvakken van verzekering heeft vervuld,

worden mede in aanmerking genomen de tijdvakken, gelegen vóór de datum waarop zij de 65-jarige leeftijd heeft bereikt en gedurende welke zij als echtgenote van die persoon op Kaapverdisch grondgebied heeft gewoond, voor zover deze tijdvakken samenvallen met de hierboven bedoelde tijdvakken van verzekering.

3. Geen rekening behoeft te worden gehouden met tijdvakken die krachtens de voorgaande leden in aanmerking moeten worden genomen, wanneer deze samenvallen met door de echtgenote of de weduwe krachtens de wetgeving van een andere Staat dan Nederland vervulde tijdvakken van ouderdomspensioen, dan wel met tijdvakken gedurende welke zij een ouderdomspensioen krachtens een zodanige wetgeving heeft genoten.

Artikel 25

1. Voor het recht op uitkeringen krachtens de Nederlandse wetgeving inzake de weduwen- en wezenverzekering, wordt aan de in artikel 16, tweede lid bedoelde voorwaarde eveneens geacht te zijn voldaan indien de werknemer op de dag van zijn overlijden een uitkering genoot wegens ziekte, invaliditeit of ouderdom krachtens de Kaapverdische wetgeving.

2. Voor de toepassing van artikel 17, vijfde lid worden als tijdvakken van verzekering, vervuld krachtens de Nederlandse wetgeving inzake de weduwen- en wezenverzekering aangemerkt de tijdvakken, gelegen vóór 1 oktober 1959 gedurende welke de overledene na het bereiken van de 15-jarige leeftijd in Nederland heeft gewoond of gedurende welke hij in Nederland arbeid heeft verricht in dienst van een in Nederland gevestigde werkgever.

Arbeid aan boord van een zeeschip in dienst van een onderneming die haar zetel in Nederland heeft wordt met arbeid in Nederland gelijkgesteld.

3. In geval van overlijden van een persoon, die ouder is dan 65 jaar en die onderworpen is geweest aan de wetgevingen van beide Verdragssluitende Partijen, worden voor het verkrijgen en het vaststellen van het recht op uitkeringen aan nagelaten betrekkingen overeenkomstig het bepaalde in Afdeling 1 van dit hoofdstuk de volgende bepalingen toegepast:

a) voor de toepassing van artikel 16, eerste lid, artikel 17, vierde en vijfde lid, en artikel 18 behoeft geen rekening te worden gehouden met tijdvakken van verzekering, gelegen na de datum waarop de verzekerde de leeftijd van 65 jaar had bereikt;

b) voor de toepassing van artikel 17, vijfde lid wordt als datum waarop de verzekerde gebeurtenis zich heeft voorgedaan, aangemerkt: de datum waarop de overledene de leeftijd van 65 jaar had bereikt.

Hoofdstuk 3*Werkloosheid***Artikel 26**

Met het oog op het verkrijgen van het recht op de uitkeringen ingevolge de in artikel 2, eerste lid, sub A, letter (e) bedoelde wetgeving, worden de tijdvakken van arbeid die krachtens de wetgeving van elk der Verdragsluitende Partijen zijn vervuld, samengegeteld.

Artikel 27

Een Kaapverdische werknemer, die zich naar het grondgebied van Nederland heeft begeven, heeft gedurende zijn verblijf op dit grondgebied recht op werkloosheidsuitkeringen ingevolge de Nederlandse wetgeving, onder de volgende voorwaarden:

- a) hij dient te voldoen aan de voorwaarden die door deze wetgeving zijn gesteld, rekening houdend met de in het voorgaande artikel bedoelde samentelling van tijdvakken;
- b) hij dient tewerkgesteld te zijn op dit grondgebied overeenkomstig de wetgeving inzake de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

Hoofdstuk 4*Gezinsbijslagen***Artikel 28**

Indien de wetgeving van een Verdragsluitende Partij het verkrijgen van het recht op gezinsbijslagen afhankelijk stelt van de vervulling van tijdvakken van verzekering, houdt het orgaan dat deze wetgeving toepast, daartoe, voor zover nodig, rekening met de tijdvakken van verzekering die krachtens de wetgeving van de andere Partij zijn vervuld, alsof het tijdvakken betrof welke krachtens de wetgeving van eerstbedoelde Partij waren vervuld.

Artikel 29

1. Een ingevolge de Kaapverdische wetgeving verzekerde werknemer die kinderen heeft die op Nederlands grondgebied wonen of aldaar worden opgevoed, heeft, eventueel rekening houdend met de in het voorgaande artikel bedoelde samentelling van tijdvakken, voor deze kinderen recht op gezinsbijslagen volgens de bepalingen van de Kaapverdische wetgeving.

2. Een ingevolge de Nederlandse wetgeving verzekerde werknemer, die kinderen heeft die op Kaapverdisch grondgebied wonen of aldaar worden opgevoed, heeft voor deze kinderen recht op kinderbijslag volgens de bepalingen van de Nederlandse wetgeving.

3. Indien ingevolge de wetgeving van een Verdragsluitende Partij gezinsbijslagen worden toegekend aan hen die een pensioen of een uitkering genieten, hebben zij die een pensioen of een uitkering genieten terwijl zij op het grondgebied van de andere Partij wonen, eveneens recht op gezinsbijslagen.

4. Indien de gezinsbijslagen door de persoon die recht op deze bijslagen heeft, niet voor het onderhoud van de kinderen worden besteed, verleent het bevoegde orgaan op verzoek en door tussenkomst van het orgaan van de woonplaats van deze kinderen, bedoelde bijslagen aan de natuurlijke persoon of de rechtspersoon te wiens laste de kinderen in feite komen, met volledige kwijting.

Artikel 30

Het recht op gezinsbijslagen, verschuldigd krachtens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan het kind niet woont, wordt geschorst, wanneer gedurende eenzelfde tijdvak en voor hetzelfde kind eveneens bijslagen zijn verschuldigd krachtens de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan het kind woont.

TITEL IV

Diverse bepalingen

Artikel 31

1. De bevoegde autoriteiten:

- a) treffen alle administratieve regelingen die voor de uitvoering van dit Verdrag nodig zijn;
- b) verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de ter uitvoering van dit Verdrag genomen maatregelen;
- c) verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de wijzigingen in hun wetgeving, die van invloed kunnen zijn op de uitvoering van dit Verdrag.

2. De bevoegde autoriteiten regelen, in voorkomende gevallen, in onderling overleg de situatie van bijzondere categorieën werknemers.

Artikel 32

Bij de toepassing van dit Verdrag zijn de autoriteiten en de met de uitvoering van dit Verdrag belaste organen elkaar behulpzaam en handelen zij als betrof het de toepassing van hun eigen wetgeving. De wederzijdse administratieve hulp van deze autoriteiten en organen is in beginsel kosteloos. De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen evenwel overeenkomen bepaalde kosten te vergoeden.

Artikel 33

1. De vrijstelling of verlaging van rechten, zegelrechten, griffie- of registratierechten ingevolge de wetgeving van een Verdragsluitende Partij voor bescheiden of documenten die ter uitvoering van de wetgeving van deze Partij moeten worden overgelegd, geldt eveneens voor overeenkomstige bescheiden en documenten die ter uitvoering van de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij of van dit Verdrag moeten worden overgelegd.

2. Alle akten, documenten en overige bescheiden van officiële aard die voor de toepassing van dit Verdrag moeten worden overgelegd, zijn vrijgesteld van legalisatie en van alle andere soortgelijke formaliteiten.

Artikel 34

1. Voor de toepassing van dit Verdrag kunnen de organen van de Verdragsluitende Partijen zich in de Franse taal rechtstreeks met elkaar in verbinding stellen.

2. De autoriteiten, organen of rechterlijke instanties van een Verdragsluitende Partij mogen verzoekschriften of andere documenten die hun worden toegezonden, niet afwijzen op grond van het feit dat zij in de officiële taal van de andere Verdragsluitende Partij zijn gesteld.

Artikel 35

Aanvragen, verklaringen of beroepschriften die volgens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij binnen een bepaalde termijn moeten worden ingediend bij een autoriteit, orgaan of rechterlijke instantie van die Partij, zijn ontvankelijk indien zij binnen dezelfde termijn bij een autoriteit, orgaan of rechterlijke instantie van de andere Verdragsluitende Partij worden ingediend. In dat geval zal de autoriteit, het orgaan of de rechterlijke instantie waarop aldus een beroep wordt gedaan deze aanvragen, verklaringen of beroepschriften onverwijld doen toekomen aan de bevoegde autoriteit, het bevoegde orgaan of de bevoegde rechterlijke instantie van eerstbedoelde Partij.

Artikel 36

Het uit de toepassing van dit Verdrag voortvloeiende overmaken van bedragen geschiedt volgens de overeenkomsten die op het tijdstip van overmaking ter zake tussen de beide Verdragsluitende Partijen van kracht zijn.

Artikel 37

1. Indien, bij de vaststelling of de herziening van invaliditeits- of ouderdomsuitkeringen, of uitkeringen aan nagelaten betrekkingen (pensioenen), krachtens Titel III, hoofdstuk 2, het orgaan van een Verdragsluitende Partij aan een rechthebbende op uitkeringen, een hoger bedrag heeft uitbetaald dan waarop hij recht heeft, kan dit orgaan aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij dat overeenkomstige uitkeringen aan deze rechthebbende verschuldigd is, verzoeken het teveel betaalde bedrag in te houden op de aan bedoelde rechthebbende verschuldigde achterstallige termijnen. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft. Indien de terugvordering niet met de achterstallige termijn kan worden verrekend, is het volgende lid van toepassing.

2. Wanneer het orgaan van een Verdragsluitende Partij aan een rechthebbende op uitkeringen een hoger bedrag heeft uitbetaald dan waarop hij recht heeft, kan dit orgaan op de wijze en binnen de grenzen als bepaald in de door dit orgaan toegepaste wetgeving aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij dat uitkeringen aan deze rechthebbende verschuldigd is, verzoeken het teveel betaalde bedrag in te houden op de bedragen die het aan bedoelde rechthebbende betaalt. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in op de wijze en binnen de grenzen als voor een zodanige verrekening is voorgeschreven in de door dit orgaan toegepaste wetgeving, alsof het door dit orgaan zelf teveel betaalde bedragen betrof en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft.

3. Wanneer het orgaan van een Verdragsluitende Partij voorschotten op uitkeringen heeft verleend voor een tijdvak waarover de rechthebbende recht had op overeenkomstige uitkeringen krachtens de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij, kan dit orgaan aan het orgaan van de andere Partij verzoeken het bedrag van deze voorschotten in te houden op de bedragen die het voor hetzelfde tijdvak aan bedoelde rechthebbende verschuldigd is. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in op de wijze en binnen de grenzen als voorgeschreven in de door dit orgaan toegepaste wetgeving en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan het orgaan dat de vordering heeft.

4. Wanneer een persoon op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij sociale bijstand heeft genoten gedurende een tijdvak waarin

deze persoon krachtens de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij recht op uitkeringen had, kan de instelling die de sociale bijstand heeft verleend, indien deze een wettelijk verhaalsrecht heeft op uitkeringen die verschuldigd zijn aan personen die sociale bijstand genieten, aan het orgaan van de andere Verdragsluitende Partij dat uitkeringen aan de betrokken persoon verschuldigd is, verzoeken het bedrag van de overgenoemd tijdvak verleende sociale bijstand in te houden op de bedragen die het aan bedoelde persoon betaalt. Laatstbedoeld orgaan houdt het bedrag in op de wijze en binnen de grenzen als voorgeschreven in de door dit orgaan toegepaste wetgeving en maakt het aldus ingehouden bedrag over aan de instelling die de vordering heeft.

Artikel 38

1. Over ieder geschil dat tussen de Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van dit Verdrag mocht ontstaan, wordt rechtstreeks tussen de bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen onderhandeld.

2. Indien het geschil niet is beslecht binnen zes maanden nadat het eerste verzoek is gedaan om de in het eerste lid van dit artikel voorgeschreven onderhandelingen te beginnen, wordt het voorgelegd aan een scheidsrechterlijke commissie, waarvan de samenstelling en de procedure in een overeenkomst tussen de Verdragsluitende Partijen worden vastgelegd. De scheidsrechterlijke commissie moet het geschil volgens de grondbeginseisen en in de geest van dit Verdrag beslechten. Haar beslissingen zijn bindend en definitief.

TITEL V

Overgangs- en slotbepalingen

Artikel 39

1. Aan dit Verdrag kan geen enkel recht op betaling van uitkeringen worden ontleend voor een tijdvak dat aan zijn inwerkingtreding voorafgaat.

2. Voor de vaststelling van de aan dit Verdrag te ontlenen rechten wordt rekening gehouden met elk tijdvak van verzekering, dat vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij is vervuld.

3. Onverminderd het bepaalde in het eerste lid van dit artikel ontstaat krachtens dit Verdrag een recht, zelfs wanneer dit recht in verband staat met een gebeurtenis die vóór zijn inwerkingtreding heeft plaatsgevonden.

4. Elke uitkering die in verband met de nationaliteit van de belang-

hebbende dan wel met diens woonplaats in het buitenland, niet is vastgesteld dan wel geschorst, wordt, op verzoek van de belanghebbende, vastgesteld of hervat met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag.

5. De rechten van de belanghebbenden wier pensioen vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag werd vastgesteld, worden op hun verzoek, met inachtneming van dit Verdrag, herzien. Herziening van deze rechten kan eveneens ambtshalve plaatsvinden. In geen geval mogen door een dergelijke herziening de vroegere rechten van de belanghebbenden worden verminderd.

6. Indien het in het vierde of vijfde lid van dit artikel bedoelde verzoek binnen twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag wordt ingediend, worden de aan dit Verdrag te ontlenen rechten met ingang van die datum verkregen, zonder dat de bepalingen van de wetgeving van de Verdragsluitende Partij met betrekking tot verval of verjaring van rechten op de belanghebbenden worden toegepast.

7. Indien het in het vierde en vijfde lid van dit artikel bedoelde verzoek na afloop van een termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag wordt ingediend, wordt voor het verkrijgen van de niet vervallen of verjaarde rechten alleen rekening gehouden met de datum waarop het verzoek is ingediend, tenzij gunstiger bepalingen van de wetgeving van de betrokken Verdragsluitende Partij van toepassing zijn.

Artikel 40

De Regeringen van de Verdragsluitende Partijen stellen elkaar ervan in kennis dat de constitutionele procedures, vereist voor de inwerkingtreding van dit Verdrag, in hun onderscheiden landen zijn vervuld.

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum van de laatste van deze kennisgevingen.

Artikel 41

Met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag is het bepaalde in de briefwisseling van 2 oktober 1975 en 11 december 1975 (het handhaven van de toepassing van het Portugees-Nederlandse Verdrag inzake sociale zekerheid in de betrekkingen tussen de beide Verdragsluitende Partijen) niet langer van toepassing.

Artikel 42

Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Het kan door elk der Verdragsluitende Partijen worden opgezegd. Opzegging dient te geschieden uiterlijk 6 maanden voor het einde van het lopende kalen-

derjaar. In dat geval houdt het Verdrag op van kracht te zijn aan het einde van dat jaar.

Artikel 43

1. Bij opzegging van dit Verdrag wordt elk recht dat met toepassing van dit Verdrag is verkregen, gehandhaafd.

2. Aanspraken op grond van tijdvakken, vervuld vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt, worden niet door de opzegging teniet gedaan; het behoud ervan wordt in onderlinge overeenstemming vastgesteld of bij gebreke daarvan door de wetgeving die het betrokken orgaan toepast.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de 18e november 1981 in twee oorspronkelijke teksten in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,
(w.g.) M. VAN DER STOEL

Voor de Regering van de Republiek Kaapverdië,
(w.g.) SILVINO MANUEL DA LUZ

Slotprotocol

Bij de ondertekening, heden, van het Verdrag inzake sociale zekerheid tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië (hierna genoemd het Verdrag) hebben de ondergetekenden vastgesteld dat over de volgende punten overeenstemming tussen de Verdragssluitende Partijen bestaat:

1. Ten aanzien van de Nederlandse wetgeving inzake verstrekkingen, worden voor de toepassing van het bepaalde in Titel III, hoofdstuk 1, van het Verdrag als „werknemer” en „pensioengerechtigde” beschouwd alle personen die zijn verzekerd krachtens de in de Ziekenfondswet geregelde verzekering.

2. Het bepaalde in artikel 13 en in artikel 14, derde lid is tevens van toepassing op werknemers en rechthebbenden op een pensioen, verschuldigd krachtens de wetgeving van een van beide Verdragssluitende Partijen, die onderdanen van derde landen zijn.

3. De rechthebbende op een pensioen krachtens de Nederlandse wetgeving, die woont op Kaapverdisch grondgebied, en die geen recht op verstrekkingen krachtens de Kaapverdische wetgeving of de Nederlandse verplichte ziekenfondsverzekering heeft, dient te worden toegelaten tot de Nederlandse vrijwillige ziekenfondsverzekering. Voor een zodanige verzekering is premie verschuldigd. De hoogte van deze premie en, zo nodig, de bijzondere verzekeringsvoorraarden, worden vastgesteld door de Nederlandse Minister van Volksgezondheid en Milieuhygiëne. Degene die aldus tot een vrijwillige verzekering wordt toegelaten, wordt ten aanzien van de toepassing van artikel 14, tweede lid, geacht recht te hebben op verstrekkingen krachtens de Nederlandse wetgeving.

Dit Slotprotocol, dat een wezenlijk bestanddeel van het Verdrag vormt, zal onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde werkingsduur van kracht zijn als het Verdrag.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de 18e november 1981, in twee oorspronkelijke teksten in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,
(w.g.) M. VAN DER STOEL

Voor de Regering van de Republiek Kaapverdië,
(w.g.) SILVINO MANUEL DA LUZ

D. PARLEMENT

Het Verdrag, met Protocol, behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van Verdrag en Protocol zullen ingevolge artikel 40 van het Verdrag, juncto het gestelde aan het einde van het Slotprotocol, in werking treden op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste der mededelingen waarin de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar ervan in kennis stellen dat de constitutionele procedures vereist voor de inwerkingtreding zijn vervuld in hun onderscheiden landen.

J. GEGEVENS

Voor de tussen het Koninkrijk der Nederlanden en Kaapverdië op 2 oktober en 11 december 1975 gewisselde brieven inzake de toepassing van het op 12 oktober 1966 te 's-Gravenhage tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese Republiek tot stand gekomen Verdrag inzake sociale zekerheid op Kaapverdië, naar welke briefwisseling in artikel 41 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zie rubriek J van *Trb.* 1976, 6 en rubriek G van *Trb.* 1980, 201.

Op 18 november 1981 is te 's-Gravenhage eveneens tot stand gekomen een Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het onderhavige Verdrag. Tekst en vertaling van het Administratief Akkoord zijn geplaatst in *Trb.* 1982, 21.

Uitgegeven de *vijftiende februari 1982.*

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL